

Le PBD Suisse – Engagement pour une politique de projets orientée solutions

Le Parti Bourgeois-Démocratique est un parti moderne qui tient compte de l'évolution de la société et des défis environnementaux, sans abandonner ses valeurs conservatrices.

Parti du centre orienté solutions, le PBD se concentre sur la mise en place constructive de l'avenir d'une Suisse moderne et prospère. Il aborde objectivement et sobrement les défis de la Suisse et les demandes de ses citoyennes et citoyens. L'accent est mis sur des solutions pouvant fédérer une majorité et non sur une obstination têtue dans des exigences et des positions. A cet égard, le PBD conclut activement des alliances afin de pouvoir imposer les solutions en conséquence.

Depuis sa fondation le 1^{er} novembre 2008, le PBD s'est engagé dans des domaines divers et importants :

Tournant énergétique et sortie structurée du nucléaire

La responsabilité écologique n'est pas uniquement un devoir envers les générations à venir. Elle offre aussi des opportunités économiques de taille, comportant un potentiel d'innovation supérieur à la moyenne. C'est pourquoi le PBD s'engage activement pour une sortie structurée du nucléaire ainsi que pour le développement des ressources renouvelables et des technologies innovantes. Par « sortie structurée du nucléaire » le PBD entend particulièrement la garantie de la sécurité d'approvisionnement ainsi que la protection des investissements déjà financés.

Aménagement du territoire réfléchi

Le PBD veut permettre un développement durable sans perdre de vue nos précieuses terres cultivables. Dans notre pays très peuplé, un aménagement du territoire réfléchi passe par la densification, l'utilisation de substances bâties existantes et équipées ainsi que par un certain assouplissement de la législation sur les forêts. Le PBD s'est engagé avec succès en faveur d'une politique d'aménagement mesurée, notamment en prenant la direction de la campagne bourgeoise lors des votations sur le référendum portant sur la révision de la loi sur l'aménagement du territoire.

Politique économique libérale et entrepreneuriat responsable

Le modèle de réussite de la Suisse repose sur des conditions-cadres libérales encourageant la responsabilité des entreprises. C'est pourquoi le PBD s'est opposé avec force à des interventions substantielles dans ce système, comme par exemple l'initiative « 1:12 » ou celle « pour un salaire minimum ». Mais lorsque les libertés ne sont pas mises à profit avec la diligence nécessaire, le PBD soutient des adaptations des conditions-cadres. C'est ainsi qu'il a pris la direction de la campagne contre l'initiative « Minder », pour obtenir, au moyen du contre-projet plus efficient, un renforcement du droit des actionnaires et ainsi une mesure efficace contre les rémunérations abusives.

Libre-circulation des personnes

Après l'acceptation le 9 février 2014 par les citoyens suisse de l'initiative contre l'immigration de masse, il convient bien entendu de respecter la volonté populaire et de réduire l'immigration. C'est pourquoi le BDP, de concert avec le PDC, a déposé différentes motions exigeant un encouragement conséquent et crédible des forces de travail indigènes. Dans ce cadre, il faut porter une attention particulière à une optimisation de la main-d'œuvre féminine et plus âgée. De plus, la politique de la formation doit clairement s'orienter selon les besoins en main-d'œuvre. Le PBD et le PDC ont de plus déposé une initiative parlementaire visant à ancrer dans la constitution la collaboration contractuelle entre la Suisse et l'Union Européenne.

L'économie d'exportation gagne un franc sur deux dans l'UE et pour de nombreuses entreprises, la main-d'œuvre qualifiée de l'Union Européenne est indispensable. Ainsi le PBD soutient clairement les accords bilatéraux avec l'UE. Où cela est possible, des mesures d'accompagnement doivent être prises et la problématique de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée doit être empoignée activement. Mais le PBD n'est pas prêt à renoncer au modèle de réussite de la libre-circulation des personnes et à isoler la Suisse sur le plan international. C'est pour cela qu'il a pris avec le PDC la direction de la campagne contre l'initiative sur « l'immigration de masse ».

Place financière crédible

Le PBD soutient la « stratégie de l'argent propre » du Conseil fédéral et s'engage fortement pour une place financière fiscalement conforme et compétitive. La reconnaissance et le respect des standards internationaux en vigueur en font partie intégrante. Le PBD refuse de voir une opportunité de marché dans la violation des règles globales. Il exige et encourage, également au niveau suisse, un secret bancaire protégeant la sphère privée, mais pas les comportements délictueux.

Réseau des transports bien développé

Le réseau suisse des transports, aussi bien la route que le rail, est vital pour notre économie et offre d'importantes opportunités de développement. Il relie l'ensemble des régions de Suisse, les zones urbaines et les zones périphériques. Un réseau des transports bien développé souligne également l'attention portée aux différences régionales et est important pour la cohésion nationale. C'est pourquoi le PBD s'engage, entre autres, aussi pour le développement de l'infrastructure ferroviaire, des routes nationales ou par exemple un second tube au Gothard.

Politique familiale et sociale

Une société moderne aussi repose sur la famille. Le PBD a la volonté explicite de ne pas monter un modèle familial contre l'autre. Il s'identifie dans largement à la « famille traditionnelle », et soutient dans la même mesure des formes de communautés modernes avec des parents qui travaillent. Ceci notamment en raison de la conviction que l'économie dépend plus que jamais des femmes également et qu'elle peut ainsi en tirer profit. Le PBD a rapidement exigé un système d'imposition et de rentes indépendant de l'état civil. En parallèle, il s'engage pour des conditions-cadres optimales comme les horaires blocs, les écoles à horaires continus, l'accueil extra-familial etc.

Pour le PBD, libéralisme signifie aussi libéralisme social et il respecte ainsi les décisions individuelles et personnelles. Tolérance et respect sont pour le PBD des évidences vécues au quotidien. Privilégier ou défavoriser des modèles familiaux spécifiques, des modes de vie ou des orientations sexuelles ne relève pas du législateur. Au contraire, la législation doit prendre en compte l'évolution de la société, sur le plan du droit civil aussi.

Prévoyance vieillesse durable

Le PBD s'engage pour une stabilisation et une sécurisation durable des institutions sociales afin que les générations futures puissent également en profiter. C'est pourquoi il n'a pas attendu pour exiger des règles fiscales pour les assurances sociales (frein à l'endettement). La discussion sur l'âge de la retraite doit s'orienter, sans émotions, sur les faits économiques. Afin de dépolitiser la question de l'âge de la retraite, le PBD a exigé l'introduction d'un automatisme qui lierait dorénavant l'âge de la retraite à la hausse de l'espérance de vie. Par ailleurs, le PBD s'est engagé pour une obligation de cotiser à la caisse de pension pour les actifs dès 18 ans, pour une amélioration des opportunités des anciennes générations sur le marché du travail ainsi que pour le renforcement de la prévoyance privée.

Formation

Le système suisse de formation duale est un modèle à succès et un exemple au niveau international. Le PBD soutient ce modèle qualitativement élevé et encourageant la performance. En parallèle, il est ouvert aux nouveaux enseignements et soutient les voies innovatrices ouvertes particulièrement par les nouvelles technologies de communication. Il s'est par exemple fortement engagé pour la mise aux plans d'études (Lehrplan 21) des matières « TIC et médias ». La pénurie de main-d'œuvre qualifiée, l'adaptation des écoles professionnelles aux compétences des jeunes en fin de scolarité, les apprentissages pour les élèves plus faibles ainsi que la gestion des étudiants étrangers dans les hautes écoles spécialisées et les hautes écoles représentent autant de défis à relever.

Politique des réseaux digitaux

Le PBD a été le premier parti, et à ce jour certainement le seul, à prendre clairement position sur la politique des réseaux digitaux. L'accès aux réseaux et services de communication doit être garanti pour tous les habitants de Suisse. L'Etat doit en permanence adapter les conditions-cadres et jouer un rôle notamment dans les domaines de la sécurité, de la formation et du cyber-gouvernement. La concurrence est le meilleur garant de prix adaptés et d'un progrès permanent.

... et en plus :

Le PBD a été le premier et seul parti à soutenir au niveau national la candidature « Grisons 2022 ». Le projet n'aurait pas simplement été une candidature de plus pour des jeux olympiques d'hiver, mais plutôt un signal fort de refus du gigantisme et un retour des jeux d'hiver aux sources : les montagnes. – Orientation conséquente vers des perspectives de développement durables et à long terme, en sus.